



PARLEMENT EUROPÉEN



2009 - 2014

*Délégation pour les relations avec l'Inde*

**VISITE DE LA DÉLÉGATION  
POUR LES RELATIONS AVEC L'INDE  
À DELHI - PATNA - BOMBAY  
DU 11 AU 15 AVRIL 2011**

**RAPPORT**

**Introduction**

La Conférence des présidents a autorisé cette visite le 3 mars 2011. Le Bureau a effectué une visite préparatoire à New Delhi les 13 et 14 mars 2011 (rapport séparé). À cette occasion, les grandes lignes du programme ont été définies. Il a été décidé de focaliser celui-ci sur les thèmes principaux du sommet entre l'Union européenne et l'Inde, c'est-à-dire: le changement climatique et les énergies renouvelables; l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde; la sécurité et la lutte contre le terrorisme. Il a aussi été décidé qu'en principe, la délégation se rendrait dans l'État du Bihar et à Bombay.

La délégation a organisé des réunions préparatoires le 22 mars et le 6 avril 2011. Des contacts réguliers ont été établis avec l'ambassade indienne à Bruxelles. Le 8 avril, M. Watson a rencontré M. Moreira, président de la commission du commerce international, pour discuter des dernières évolutions des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union. Des contacts étroits ont été maintenus avec la délégation de l'Union européenne à New Delhi, qui a joué un rôle fondamental dans la préparation de la visite.

**Résumé de la visite**

La visite a eu lieu au moment où la passivité du gouvernement indien face aux nombreuses affaires de corruption portées à l'attention du public était largement critiquée. Le Premier ministre Manmohan Singh, qui avait toujours eu la réputation d'être

compétent et de ne pas céder à la corruption, était accusé de tolérer les abus et la mauvaise gestion financière. De nombreux interlocuteurs, issus en particulier des classes moyennes émergentes, pensaient que "ça suffit". Les nouvelles technologies permettent de porter plus facilement à la connaissance du public les affaires de corruption. Le changement démographique fait qu'une jeune génération entre dans vie politique et beaucoup voient dans cette évolution un signe d'espoir.

L'Inde connaît un essor économique rapide, avec un taux moyen de croissance avoisinant les 6 % pour la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Cependant, de nombreux interlocuteurs soulignent la nécessité de partager cette croissance et de donner à toute la population un accès égal à l'éducation et à la santé.

La délégation du Parlement européen a rencontré un grand nombre d'hommes politiques et de ministres lors de sa visite à Delhi. Ces réunions ont permis aux membres de la délégation de renforcer les contacts qu'ils avaient établis lors des précédentes visites. Les députés européens ont exprimé à nouveau le souhait de voir se former au sein du Parlement indien le pendant de la délégation du Parlement européen, c'est-à-dire un groupe parlementaire d'amitié Inde-Union européenne, lequel n'a pas été mis en place après les élections parlementaires de 2009. En l'absence d'un tel groupe, le Parlement européen a noué des liens avec leurs homologues indiens à travers des organes tels que la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes.

La délégation a renouvelé l'invitation du Président Buzek à la Présidente du Parlement indien M<sup>me</sup> Meira Kumar, lui demandant d'assister à une réunion interparlementaire de haut niveau en prévision du sommet entre l'Inde et l'Union européenne et a promis de continuer à plaider en faveur de cette visite.

Les nombreuses possibilités de renforcer les relations entre l'Union européenne et l'Inde ont été soulignées à maintes occasions, à New Delhi et dans d'autres régions. Dans le passé, ces relations étaient largement orientées sur les questions économiques et l'Inde avait tendance à se concentrer sur ses relations bilatérales avec les États membres.

Les domaines de coopération spécifiques concernent entre autre les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire, étant donné que l'Inde a le plus fort potentiel pour ce type de production énergétique. L'agriculture, la biotechnologie, la recherche pharmaceutique et la santé sont d'autres domaines qui peuvent également faire l'objet de projets de recherche communs. Un des interlocuteurs indiens a fait observer qu'un "partenariat de connaissances" serait même encore plus important qu'un "partenariat stratégique".

Outre la collaboration dans le domaine de la recherche, l'importance du partenariat entre l'Union européenne et l'Inde au niveau mondial a été soulignée. Les députés européens mettent l'accent sur le rôle politique croissant de l'Union sur la scène internationale à la suite de la signature du traité de Lisbonne et de la mise en place du Service européen pour l'action extérieure. La coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme a été mise en avant, en particulier les opérations de lutte contre la piraterie dans l'océan Indien, connues sous le nom d'opération Atalante.

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde a été régulièrement abordé tout au long de la semaine. Des réunions consacrées exclusivement à ce sujet ont eu lieu avec la commission du commerce ainsi qu'avec un groupe d'ONG, qui s'est opposé avec virulence à cet accord.

Beaucoup reconnaissent que l'accord de libre-échange est l'expression la plus tangible de l'approfondissement des relations. L'Inde émet clairement de sérieuses réserves concernant la proposition d'y inclure une clause sur le développement durable, car elle considère que cette question ne relève pas du commerce. Les autres points d'achoppement concernent l'arrivée de voitures à bas prix sur le marché, les produits agricoles subventionnés et l'accès réduit aux médicaments génériques du fait des dispositions très strictes prévues par l'accord en ce qui concerne les droits de la propriété intellectuelle.

Les représentants de la société civile se sont plaints du fait que les négociations relatives à cet accord se soient déroulées à huis clos. La délégation du Parlement européen a fait observer que celui-ci débattrait ouvertement de cette question et a souligné la double nécessité d'une économie mondiale et d'un contrat social mondial qui reconnaisse les demandes de justice sociale et environnementale dans le cadre de l'accord de libre-échange. Les membres de la délégation du Parlement européen ont promis de faire en sorte que la délégation participe à l'examen de cet accord au Parlement.

Après sa visite à New Delhi, la délégation s'est rendue dans l'État du Bihar. Le Bihar a subi les effets néfastes de la corruption et de l'organisation de la vie politique selon le système des castes, ce qui a contribué à faire de cet État le plus pauvre de l'Inde jusqu'à récemment. La délégation a rencontré le Premier ministre du Bihar, M. Nitish Kumar, dont le gouvernement jouit de beaucoup de crédit pour avoir largement transformé cet État depuis son entrée en fonction en 2005. Ce gouvernement a porté une grande attention à l'éducation et à la santé et a fait beaucoup pour lutter contre le mariage précoce, qui est une des principales causes du décrochage scolaire, en particulier chez les filles. La délégation a visité un projet financé par l'Union européenne, qui vise à enrayer ces phénomènes. Elle a également visité un projet de reboisement financé par le gouvernement, qui a conduit à la plantation de plus de six millions de peupliers, qui permet d'absorber 9,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> chaque année.

La dernière partie du séjour de la délégation se déroule à Bombay, la capitale financière et économique de l'Inde, considérée comme "la porte vers l'ouest". Le fort potentiel de collaboration dans le domaine de la recherche et de l'éducation a été particulièrement souligné au cours d'une réunion avec le Strategic Foresight Group. La délégation a rencontré le Premier ministre, qui a insisté sur les nombreuses possibilités d'investissement pour l'Union européenne à Maharashtra. Une cérémonie commémorative en hommage aux victimes des attentats terroristes de Bombay en novembre 2008 a eu lieu à l'hôtel Taj Mahal.

## **RAPPORT DE LA VISITE**

8 heures      **Petit-déjeuner d'information avec la délégation de l'Union européenne**

*Lieu :            Diwan I Khas Hall  
                     Hôtel Taj Mahal*

Les membres de la délégation ont entendu un aperçu de la situation politique actuelle en Inde. Un sentiment de mécontentement règne au sein de la société civile, qui fait suite à une série de scandales de corruption, comme la mauvaise organisation des Jeux du Common wealth, la vente au rabais des licences de téléphonie mobile et la démission du chef de l'organisme de lutte contre la corruption. Les classes moyennes, en particulier, sont mécontentes de voir leurs impôts détournés de manière à enrichir les hommes politiques et les hommes d'État corrompus. Il reste à voir si cette dynamique se confirmera mais, pour le moment, "un parfum de jasmin flotte dans l'air".

L'aspiration au changement qui traverse tout le pays s'est cristallisée autour d'Anna Hazare, un militant de la lutte contre la corruption. M. Hazare a fait pression pour que la commission responsable de l'élaboration de la loi anti corruption (Jan Lokpal, ou "médiateur des citoyens") soit coprésidée par un représentant de la société civile et pour qu'elle soit composée paritairement entre des hommes politiques et des militants. M. Hazare a fait une brève grève de la faim, à laquelle il a mis un terme lorsque le gouvernement a accédé à toutes ses demandes. La redécouverte du potentiel des actions inspirées par Gandhi a marqué la population.

Les participants ont débattu quant à savoir si une nouvelle loi contre la corruption était nécessaire ou s'il était plus important de garantir la mise en oeuvre et l'application de la loi existante.

Depuis l'ouverture économique de l'Inde au début des années 1990, la croissance économique s'est accrue de manière significative et la pauvreté a un peu diminué; cependant, une grande partie de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. Bien que le secteur des technologies de l'information et certains secteurs de niche se soient développés rapidement, la majorité de la main d'œuvre exerce des métiers ne demandant pas de qualifications élevées. L'Inde compte encore beaucoup sur ses exportations de produits textiles et de matières premières.

Le gouvernement indien a hâte que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde soit finalisé, mais tient à ce que cet accord respecte ses propres conditions. Sur le plan qualitatif, cet accord est plus ambitieux que ceux conclus avec les autres partenaires commerciaux de l'Inde. La partie indienne considère que le chapitre sur le développement durable ne relève pas des questions commerciales et qu'il n'a pas sa place dans l'accord.

L'aide au développement de l'Union européenne se concentre sur l'assistance technique et le secteur social. Les relations avec le gouvernement indien en la matière sont bonnes, bien qu'il faille toujours être attentifs aux sensibilités.

**9 heures**                    **Réunion avec les représentants des syndicats**  
**Lieu :**                    **Longchamp Hall**  
                                  **Hôtel Taj Mahal**

Les intervenants ont souligné que, malgré leurs liens avec le parti du Congrès, leur priorité première est de soutenir la classe ouvrière dans tous les secteurs d'activité. Ils reconnaissent le rôle joué par ce parti dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde et s'accordent avec les fondements de son idéologie, mais ils ne reçoivent aucun soutien financier de la part de ce parti. Avec 1,4 million de membres travaillant sur 64 000 kilomètres de rails et dans plus de 7 000 gares et responsables du transport quotidien de plus de 20 millions de passagers, les syndicats du secteur ferroviaire ont été spécialement évoqués.

Les représentants syndicaux ont souligné que, dans une démocratie, faire travailler tout le monde de concert prend du temps mais que des progrès sont faits. Ils soutiennent fermement la lutte contre la corruption et sont convaincus que les citoyens honnêtes peuvent faire pression sur le gouvernement.

Les travailleurs non syndiqués font face à des problèmes importants. Ils sont 400 millions à travailler dans un secteur qui n'a pas d'organisation syndicale. La situation des femmes s'est nettement améliorée: elles sont désormais aussi nombreuses que les hommes à travailler dans le secteur des technologies de l'information et dans d'autres secteurs demandant des travailleurs qualifiés. Les syndicats soutiennent le droit à l'éducation pour tous les enfants.

Ils insistent sur la nécessité de protéger les droits des travailleurs indiens et de ne pas inclure dans l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde un quelconque élément qui pourrait les restreindre. M. Watson a cité la résolution du Parlement européen du 26 mars 2009, qui a mis l'accent sur la nécessité de "veiller à ce que les investisseurs respectent les normes fondamentales de l'OIT ainsi que les conventions sociales et environnementales et les accords internationaux afin d'assurer l'équilibre entre croissance économique et renforcement des normes sociales et environnementales".

**10 h 30**                    **Réunion avec M. Prakash Javadekar, porte-parole du BJP**  
**(Bharatiya Janata Party)**  
**Lieu :**                    **Quartier général du BJP**  
                                  **11 Ashoka Road**

M. Javadekar a expliqué que le BJP est le principal parti d'opposition, avec 165 élus dans les deux chambres du Parlement, et qu'il est au pouvoir dans neuf des 28 États de l'Inde. Il a été fondé en 1980 et son idéologie soutient la "laïcité positive et la démocratie". Contrairement à beaucoup d'autres partis politiques en Inde, le BJP (tout comme le parti communiste) n'est pas "aux mains d'une famille". Son slogan est "Nation first, party next, self last" (la nation d'abord, le parti ensuite, l'individu en dernier).

Le BJP reconnaît que la population musulmane fait partie intégrante de la nation. Il condamne la violence contre les chrétiens, qui relève, selon M. Javadekar, d'un conflit

local entre tribus. Le BJP estime que le nombre d'affrontements communautaires est en baisse et que ces derniers "appartiendront bientôt au passé". Le parti nie toute volonté de créer un clivage religieux à travers le pays. Par ailleurs, M. Javadekar se déclare choqué par l'interdiction de la burqa en France.

Les principaux défis pour le pays sont la lutte contre l'inflation et contre la corruption. Le BJP est favorable à une commission mixte en vue de l'élaboration de la loi contre la corruption. S'agissant de l'énergie, le parti a préparé des plans généraux visant à développer les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Tous les projets concernant l'énergie nucléaire sont suspendus à la suite de la récente catastrophe au Japon.

M. Javadekar a fait observer que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde est utilisé comme un moyen de contourner les voies épuisées du commerce multilatéral. Il considère que l'accord n'est pas équitable en ce qui concerne l'agriculture, à cause des subventions que l'Union européenne accorde à ce secteur. Toutefois, il a souligné que le commerce peut être un réel moyen de nouer des liens amicaux et il a insisté sur la nécessité pour l'économie mondiale de prendre de l'ampleur plus rapidement. Son parti souhaite que l'accord de libre-échange soit ratifié par le Parlement indien. L'ambassadeur de l'Union européenne en Inde a fait observer que la part du budget européen consacrée aux subventions pour l'agriculture diminuait.

M. Watson a conclu en mettant l'accent sur la nécessité d'un dialogue parlementaire régulier entre l'Inde et l'Union européenne.

**11 h 15**                    **Conférence de presse - M. Watson**  
**Lieu:                    Déléation de l'Union européenne**

M. Watson a répondu aux questions des journalistes de "The Asian Age" et de "The Economic Times". Il a insisté sur l'important potentiel que représente le développement du commerce entre l'Union européenne et l'Inde et sur la nécessité d'un accord de libre-échange ambitieux, qui sera profitable aux deux parties, alors que l'Inde ne représente actuellement que 2,3 % du marché de l'Union européenne. Il a souligné que le Parlement européen devait marquer son approbation à la conclusion de l'accord.

Il a mis l'accent sur les leçons à tirer de l'accident nucléaire au Japon et a relevé que le Conseil européen a décidé, le 25 mai 2011, que la sûreté de toutes les centrales nucléaires de l'Union européenne devait être revue sur la base d'évaluations globales et transparentes de la sûreté et des risques (tests de résistance). Il a insisté sur les avantages que présente l'utilisation du thorium dans les centrales nucléaires et y voit une belle perspective de collaboration entre l'Inde et l'Union européenne.

M. Watson exprime sa profonde inquiétude quant au changement climatique et à la fonte des neiges de l'Himalaya, qui se révèle plus rapide que prévu. Il a cité le rapport de l'Institut de recherche de Potsdam de novembre 2009, qui a montré que la fonte des glaces au nord de la Norvège et de la Russie entraînait un déplacement de l'air froid vers l'Europe, ayant pour conséquence une baisse des températures au Sud.

Il a mis l'accent sur la réussite du protocole de Montréal, qui a permis de réduire de 90 % l'utilisation de 86 produits chimiques appauvrissant la couche d'ozone. Il a fait observer que ce protocole demande que les hydrochlorofluorocarbones (HCFC) soient supprimés progressivement d'ici 2030, mais ne préconise aucune restriction quant aux hydrofluorocarbones (HFC), qui, selon lui, devraient également faire l'objet d'une interdiction. M. Watson a salué les avancées du sommet de Cancún mais a regretté "l'échec" de l'Union européenne lors de la conférence de Copenhague. Il a insisté sur la nécessité d'un "nouveau traité de Kyoto".

Il a fait l'éloge de la "feuille de route de la Commission européenne vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050". Il a également salué le douzième plan quinquennal de la Chine, qu'il a qualifié "excellent" en ce qui concerne le changement climatique, et a estimé que Pékin pourrait prendre la place de l'Union européenne en tant que pionnier de la lutte contre le réchauffement du climat.

M. Watson a mis l'accent sur le fait que l'Inde et l'Union européenne devraient développer un programme commun concernant le changement climatique et a souligné le rôle considérable que joue l'Inde dans la production d'énergies renouvelables. Il a également insisté sur l'importance de la recherche commune dans les domaines tels que l'énergie solaire.

**De 11 h 30 à 12 h 30 Réunion avec M. Neil Gough, directeur des politiques publiques sur les marchés émergents, Vodaphone Inde**

**Lieu : Longchamp Hall  
Hôtel Taj Mahal**

L'Inde compte actuellement entre 650 et 700 millions d'utilisateurs de téléphones portables. Le marché progresse rapidement, avec 15 millions de nouveaux utilisateurs chaque mois. La couverture du réseau s'étend à travers tout le pays. Les 500 millions de personnes qui ne disposent pas d'un téléphone portable représentent un potentiel considérable d'expansion pour le marché. Les possibilités d'offrir des services bancaires, éducatifs ou médicaux à ce pays vaste, jeune, au développement rapide, mais encore largement rural sont également très nombreuses. Vodaphone a rencontré le succès en Inde grâce à sa politique d'investissements agressive et à la création d'entreprises communes, lui permettant de développer son infrastructure.

La concurrence est très forte et certaines villes comptent jusqu'à quinze fournisseurs d'accès, ce qui a pour conséquence une guerre des prix et de faibles marges de bénéfices. Le réseau s'est construit en très peu de temps et des investissements majeurs sont nécessaires. Le marché est extrêmement fragmenté car le spectre radioélectrique (fréquences) disponible est peu étendu par rapport au grand nombre d'acteurs, à cause de la réduction du spectre opérée par les institutions responsable de la défense et d'autres institutions gouvernementales.

Bien qu'en théorie l'attribution des fréquences soit faite de manière équitable, en pratique, les entreprises nationales indiennes bénéficient d'un avantage. M. Gough a mis l'accent sur la nécessité de faire pression sur les autorités indiennes de manière à garantir la mise en œuvre de lois et de réglementations sur la concurrence.

13 heures

Déjeuner à l'*Observer Research Foundation*

**Lieu: 20, Rouse Avenue Institutional Area  
Urdu Ghar Road - Deen Dayal  
Upadhyaya Marg  
New Delhi 110 002**

L'*Observer Research Foundation* a été fondée en 1990. Il s'agit d'un groupe de réflexion "sans but lucratif" qui vise à influencer l'élaboration des politiques publiques. Il se compose d'universitaires de renom, de chefs d'entreprises, d'hommes politiques et de militants sociaux. Sa fondation a coïncidé avec le moment où l'Inde est passée d'une économie planifiée à une économie de marché grâce à un processus de libéralisation économique. Depuis lors, ses domaines de recherches se sont étendus pour inclure des questions telles que les relations internationales, la sécurité et la gestion des ressources. Des députés et des représentants de groupes de réflexion ont participé à ce déjeuner.

La classe moyenne indienne, qui représente actuellement entre 300 et 400 millions d'habitants, a fait de plus en plus entendre sa voix aux cours des dernières années et ses demandes de changement sont devenues plus précises, ce qui aura des implications sur la classe politique.

La rapide croissance économique n'a pas profité à tous, avec 37 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Il convient donc de veiller à ce que cette croissance soit mieux partagée. L'éducation est un moyen de sortir de la pauvreté et tous les habitants ont accès à l'enseignement primaire; cependant, la qualité de l'enseignement varie beaucoup. L'accroissement de la population a aussi des conséquences pour les ressources en eau limitées du pays.

Les conséquences de l'accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne sont suscitées des inquiétudes, notamment la menace de nombreuses importations de produits finis et subventionnés en provenance de l'Union européenne. Les nouvelles réglementations sur les droits de la propriété intellectuelle, notamment dans l'industrie pharmaceutique, soulèvent également des préoccupations.

La plupart des Indiens n'éprouvent pas un grand intérêt pour les questions de politique étrangère mais le sentiment général que l'Inde devrait jouer un plus grand rôle sur la scène internationale existe. La réorganisation du Conseil de sécurité des Nations unies est en particulier nécessaire.

L'Asie est en train de se transformer fondamentalement, notamment à cause de la montée en puissance de la Chine. Il est essentiel de garantir la paix et la stabilité dans cette région au moyen d'une coopération et d'un développement régional, avec l'entière participation de la Chine dans un cadre qui reste à définir.

L'Inde a une politique fortement ancrée de non-ingérence, ce qui influence, entre autres, son approche envers l'Afrique. Cependant, elle envisage de nombreuses possibilités de coopération avec les pays africains pour les aider à développer leur considérable potentiel



de ressources. Cela pourrait aussi constituer un domaine de coopération entre l'Inde et l'Union européenne.

M. Watsona précisément insisté sur l'importance de la coopération entre l'Union européenne et l'Inde, en citant notamment leur travail commun dans les opérations de lutte contre la piraterie dans l'Océan Indien. Il a mis aussi l'accent sur la nécessité d'établir un cadre légal adéquat pour la migration en vue de développer le commerce entre l'Union européenne et les pays en développement – "Si nous n'importons pas leurs biens, nous importerons leurs ressortissants". Il souligne qu'il est important que la croissance profite à tous et ne laisse pas de grandes parties de la population dans la pauvreté.

**De 15 h 15 à 16 heures**                      **Réunion avec la commission permanente du commerce**

***Shri Shanta Kumar, BJP, président***  
***Lieu: Committee Room no. 63, premier étage***  
***Parliament House***

La commission du commerce est constituée de membres des deux chambres du Parlement, mais celui-ci ne peut ni approuver ni rejeter les décisions qu'elle prend.

Les parties se sont accordées sur l'importance de renforcer la coopération entre l'Union européenne et l'Inde, en particulier dans des domaines tels que la recherche et le développement ainsi que la sûreté nucléaire.

Les membres de la délégation du Parlement européen ont reconnu qu'il existait des divergences entre le Parlement et l'Union européenne dans son ensemble sur certains aspects de l'accord de libre-échange entre avec l'Inde. Ceux qui enregistreront des pertes économiques à cause de cet accord de libre-échange ont tendance à le condamner, mais l'inverse n'est pas vrai. Il est essentiel de protéger les droits des travailleurs.

La partie indienne a insisté sur le fait que plus de 60 % de la population travaille dans l'agriculture, que la plupart des exploitations pratiquent une économie de subsistance et touchent des subventions négligables de la part du gouvernement. Un afflux de produits agricoles peu chers et subventionnés en provenance de l'Union européenne, conséquence de l'accord de libre-échange, pourrait augmenter le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et ce problème doit être résolu. Sans subvention, il n'est pas réaliste d'envisager des exportations de produits agricoles indiens. Le fait que l'accord de libre-échange puisse conduire à l'arrivée de grands magasins européens qui nuiraient aux entreprises familiales traditionnelles suscite des inquiétudes.

La partie indienne a également évoqué le scepticisme qui règne en Inde concernant les réductions des émissions de CO<sub>2</sub> imposées par l'accord car l'Inde a encore beaucoup à faire pour se développer.

**16 h 15 à 17 heures**                      **Réunion avec M. Sachin Pilot, ministre d'État pour la communication et les technologies de l'information**  
***Lieu: Electronics Niketan, premier étage***

**6 CGO Complex  
Lodhi Road**

M. Pilot a souligné qu'il existait un réel désir, dans le pays, de poursuivre les personnes impliquées dans des affaires de corruption. Dans le passé, les hommes politiques étaient souvent assez âgés, en partie à cause du respect dont bénéficient les personnes âgées dans la tradition asiatique. Toutefois, le changement démographique de l'Inde et la jeunesse de sa population font qu'inévitablement, des jeunes atteignent des positions plus hautes plus rapidement. La classe politique est à présent appelée à "se réveiller". Cependant, M. Pilot a insisté sur le fait que l'Inde est une démocratie participative et que sa situation n'a rien à voir avec celle du Proche-Orient.

Il a fait observer que l'Inde dispose à présent de la deuxième plus grosse industrie des télécommunications, avec entre 15 et 18 millions d'utilisateurs supplémentaires tous les mois. La plupart des régions du pays ont entre huit et dix fournisseurs d'accès privés, bien que les régions les plus pauvres ne soient pas encore reliées au réseau. Les appels coûtent très peu cher (moins de deux centimes par minute). Il est nécessaire de créer des "autoroutes de l'information", l'objectif étant d'étendre l'accès à l'internet à haut débit à tous les villages dans les 18 prochains mois.

D'autres questions ont été débattues, notamment le vote électronique, qui est maintenant utilisé pour toutes les élections. M. Pilot a donné des détails sur le droit à l'information en Inde et a fait une comparaison avec les lois équivalentes en Europe.

M. Watson a déclaré que les difficultés actuelles de l'euro ont été un "test de résistance" pour la solidarité européenne et que l'Union européenne est restée unie. Il a insisté à nouveau sur l'importance de la coopération entre l'Union européenne et l'Inde et a fait des parallèles entre le développement de l'Union européenne et l'Union indienne.

**18 heures**                    **Réunion avec l'ONG Lawyers' Collective sur l'accord de libre-échange**  
**Lieu :        Longchamp Hall**  
**Hôtel Taj Mahal**

Les membres de l'ONG s'opposent fermement à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde et appellent à repenser les relations entre les deux parties. Ils avancent que la société indienne ne soutient pas cet accord et se plaignent du fait que les négociations se soient déroulées à huis clos sans qu'ils aient eu l'occasion de donner leur avis. Ils craignent que certaines garanties constitutionnelles en Inde ne puissent plus être considérées comme acquises car elles seront dépassées par les clauses de l'accord.

Les éventuelles conséquences de l'arrivée de produits agro-industriels finis et fortement subventionnés en provenance de l'Union européenne suscitent de nombreuses inquiétudes parmi les agriculteurs indiens. Bruxelles envisage d'imposer des barrières non tarifaires sur les importations en provenance d'Inde, telles que des exigences en matière de normes alimentaires, ce qui n'est pas équitable. Les membres de l'ONG ont fait observer que 70 % de la population vit dans la pauvreté et que 65 % des exploitations agricoles sont très petites.

Ils ont également exprimé leur profonde inquiétude de voir les dispositions concernant les droits de la propriété intellectuelle restreindre l'accès aux médicaments génériques et la disponibilité des traitements, comme les médicaments contre le sida et contre le cancer.

Les membres de l'ONG ont fait valoir que le chapitre de l'accord de libre-échange sur les investissements pourrait faire obstacle au développement de la législation sur les prestations sociales. Ils ont cité plusieurs exemples d'entreprises américaines qui ont lancé des procédures en justice contre les gouvernements nationaux (dans les pays tiers) sur des questions telles que le droit des brevets, au détriment de la population locale. Ces exemples et études de cas ne concernent aucun accord signé par l'Union européenne.

Les représentants de l'ONG ont condamné la proposition de l'Union européenne visant à inclure dans l'accord de libre\_échange des éléments tels que des exigences en matière de biodiversité. Ils estiment que l'Union européenne est en concurrence avec États-Unis pour avoir accès aux marchés émergents et que l'Inde est un "champ de bataille".

Certains membres de la délégation du Parlement européen ont reconnu qu'une grande partie des négociations s'était déroulée à huis clos. Cependant, M. Watson a souligné que l'accord ne sera pas débattu à huis clos au Parlement européen. Il a admis qu'une reprise des négociations du cycle de Doha serait préférable à des accords bilatéraux, mais qu'en l'absence de progrès en ce qui concerne les voies multilatérales, il était important de chercher des moyens de développer le commerce et les investissements profitables aux deux parties. Il a conclu en soulignant la double nécessité d'une économie mondiale et d'un contrat social mondial qui reconnaisse les demandes de justice sociale et environnementale dans le cadre de l'accord de libre-échange.

**20 heures**            **Dîner à la délégation de l'Union européenne**  
*Lieu :            EU Residence*  
*A-25 West End*  
*New Delhi*

La chef de la délégation de l'Union européenne en Inde a donné un dîner en l'honneur de la délégation auquel ont été conviés des diplomates des États membres de l'Union européenne, des hommes politiques, des universitaires et des représentants de la société civile.

**Mardi 12 avril 2011 - Patna**

Tôt dans la matinée, la délégation s'est rendue à Patna, capitale de l'État du Bihar. Cet état compte environ 83 millions d'habitants, ce qui en fait le troisième état le plus peuplé de l'Inde. Près de 85 % de la population vit en zone rurale et 58 % a moins de 25 ans, le taux le plus élevé du pays. Le taux d'alphabétisation y est de 46,9% (taux moyen en Inde: 54,5 %) et, selon le recensement de 2011, l'État du Bihar compte 916 femmes pour 1 000 hommes. Près de 36,9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de

pauvreté, ce qui fait du Bihar le deuxième État le plus pauvre d'Inde après l'Uttar Pradesh.

Depuis novembre 2005, l'Alliance démocratique nationale, avec à sa tête le Premier ministre Nitish Kumar, est au pouvoir. Le gouvernement de M. Kumar a reçu de nombreux éloges pour ses réformes économiques et politiques dans cet État que Transparency International avait qualifié de plus corrompu d'Inde en 2005. Au cours des années précédant l'entrée en fonction de ce gouvernement, le Bihar était aux mains d'un gouvernement peu compétent, qui menait des politiques fondées sur les castes, en se servant des basses castes comme "base électorale".

**10 heures**            **Visite d'un projet de promotion de l'émancipation des femmes**  
***Lieu: Vaishali district***

La délégation a visité un projet financé par l'Union européenne visant à promouvoir l'émancipation des femmes dans la région de Vaishali (à 90 minutes en voiture de Patna). Pendant le trajet, les députés ont fait des commentaires sur la bonne qualité des routes et la fertilité des terres. Les principales cultures sont le riz, les céréales, le maïs, le sucre, les bananes, les mangues et le tabac.

Le projet, qui touche tout le pays, a pour but de "contribuer à la santé génésique des jeunes âgés de 10 à 24 ans". Il vise principalement à empêcher les mariages et les grossesses précoces. Selon le rapport de l'Unicef intitulé "la situation des enfants dans le monde en 2009", 47 % des femmes âgées de 20 à 24 ans en Inde se sont mariées avant l'âge légal de 18 ans et 40 % des mariages d'enfants dans le monde ont lieu en Inde.

Le coût total du projet, dont 90 % sont pris en charge par l'Union européenne, s'élève à 3,2 millions d'euros pour la période allant de 2009 à 2013. L'Union européenne travaille avec un partenaire local, la MAMTA, une ONG active au niveau national qui "s'engage sur les questions de santé et de développement dans le contexte de la pauvreté, de l'égalité hommes-femmes et de la défense des droits". La branche locale de cette ONG est l'association MANSI, qui vise à promouvoir le développement rural intégré en incitant la communauté locale à participer activement ("mansi" signifie "femme qui pense" en hindi).

Au cours de cette visite, les membres de la délégation ont rencontré des jeunes et des parents bénéficiant de ce programme, des fonctionnaires travaillant sur le terrain dans le domaine de la santé, des représentants des autorités locales et des membres de la communauté. Certaines bénévoles qu'ils ont rencontrées ont elles-mêmes été mariées enfant.

En dépit de la loi visant à réduire les mariages d'enfants (Child Marriage Restraint Act), qui date de 1929, le Bihar a un taux très élevé de mariage d'enfants (défini comme un mariage survenant avant 18 ans pour les filles) et de grossesses précoces. Selon les estimations, 66 % des mariages dans la région ont lieu avant l'âge légal. En effet, certains enfants sont mariés à l'âge de 10 ans, "avant que les enfants soient considérés comme corrompus". Dans la plupart des cas, les filles restent avec leurs parents après le mariage et vivent avec leur mari plus tard, quand le mariage est consommé. Le mariage précoce

est aussi considéré comme un moyen d'éviter le "déshonneur" des enfants en dehors du mariage. L'âge moyen au mariage est de 17,5 ans.

Le projet vise à encourager les filles à rester à l'école et à ne pas se marier avant l'âge légal. Beaucoup de progrès ont été réalisés. L'État leur procure des vélos afin de les inciter à rester à l'école dans leur localité puisqu'elles ne sont généralement pas autorisées à partir loin de leur village pour poursuivre leurs études. L'État verse la somme de 2 000 roupies sur un compte destiné à constituer un fonds pour chaque enfant. (Les chiffres du recensement de 2011, qui ont été publiés pendant la visite de la délégation, témoignent de l'effet de ces mesures et montrent que le taux d'alphabétisation des femmes a augmenté, passant de 33,11 % en 2001 à 53,33 % en 2011.)

Les députés ont posé des questions à un certain nombre d'enfants qui ont le projet d'apprendre l'anglais et de faire carrière dans des domaines tels que l'ingénierie. Ces enfants semblent fiers de ce qu'ils ont appris et reconnaissent l'importance de l'éducation. La délégation est arrivée à la conclusion que ce projet en vaut la peine car il permet de grandes avancées avec peu de moyens. Il a aussi le grand mérite de contribuer à la mise en œuvre des politiques du gouvernement.

L'histoire de la région est riche. Elle est notamment étroitement liée à l'histoire de Bouddha et à celle de Mahavira, qui a établi les dogmes fondamentaux du jainisme. La région de Vaishali fut le siège de la République de Vajji, qui est connue pour être la première république au monde à avoir une assemblée de représentants élus.

Après cette la visite, la délégation s'est rendue sur le site voisin de la colonne d'Ashoka - une des colonnes construite par le roi Ashoka au troisième siècle avant J-C. Le chapiteau aux lions montre le nord - la direction que Bouddha a prise lors de son dernier voyage. La délégation est ensuite retournée à Patna.

#### **Mercredi 13 avril 2011 - Patna**

**9 h 30**                      **Réunion avec M. Sanjay Jaiswal, député (Lok Sabha), BJP de la circonscription de Paschim Champaran (Bihar)**  
**Lieu :                      Hôtel Maurya**  
**Durbar II Hall**

Le BJP forme, avec le Janata Dal United (JDU), l'Alliance démocratique, coalition au pouvoir dans l'état du Bihar. Lors des élections de novembre 2010, le JDU a remporté 115 sièges et le BJP 91, sur un total de 246 sièges. Le parti du Congrès a été virtuellement disparu, avec seulement quatre représentants.

M. Jaiswal a relevé que le Bihar a connu un déclin majeur depuis l'indépendance et est devenu l'État le moins avancé de l'Inde. Cela est largement dû au fait que la politique était basée sur les castes. Les transformations politiques ont eu lieu avec l'aide de la commission électorale, qui a garanti des élections justes et qui a le pouvoir de renvoyer les fonctionnaires qui agissent de manière partielle.

Le gouvernement promeut une politique de développement et d'industrialisation, bien que cette dernière soit entravée dans une certaine mesure par le manque de ressources naturelles. M. Jaiswal a cité le problème répandu de l'approvisionnement en électricité et les fréquentes coupures de courant, qui entraînent parfois de fortes protestations contre le fournisseur d'électricité du Bihar (Bihar Electricity Board). Le contrôle des ressources en eau est également une question épineuse, car la plupart des grands fleuves prennent leur source au Népal. Le fait que l'eau soit souterraine et difficile d'accès constitue un problème majeur.

Certains travaux en faveur de l'énergie renouvelable et du maintien de la biodiversité ont été effectués, mais l'État fédéral reste le principal responsable pour ces questions. Des efforts sont accomplis pour développer une centrale au charbon dans l'État dans le but de donner une impulsion au développement. M. Jaiswal a fait observer que l'État du Gujarat a développé ses propres politiques en matière d'énergie renouvelable mais que le gouvernement central n'a pas apprécié que cet État prenne des mesures avant lui. M. Jaiswal travaille à encourager les écoles et les centres médicaux à cesser d'utiliser des groupes électrogènes au profit de panneaux photovoltaïques.

Il y a eu plusieurs tentatives pour augmenter la participation du secteur privé aux projets de développement, mais les entreprises étaient un peu réticentes, craignant que l'opposition revienne au pouvoir lors des élections suivantes et mette en œuvre d'autres politiques.

Le Bihar entretient de bonnes relations avec le Népal et aucun visa n'est nécessaire pour franchir la frontière. De nombreux citoyens du Bihar ont des proches au Népal. Les maoïstes armés viennent en général de l'État du Jharkhand, qui se situe au Sud.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel en 2005, des investissements à grande échelle ont été réalisés dans l'éducation, qui représente désormais 25 % du budget du gouvernement de cet État. Presque chaque école dispose d'un nouveau bâtiment et des vélos sont fournis gratuitement aux filles qui entrent en troisième. Les enfants scolarisés reçoivent aussi gratuitement des livres et des vêtements. Il existe d'autres mesures visant à inciter les enfants à aller à l'école, comme la gratuité du déjeuner.

**11 heures**                    **Réunion avec SE M. Nitish Kumar, Premier ministre, Bihar**  
**Lieu :                    Samvad Bhavan**

Le Premier ministre a donné un aperçu de la situation économique de son État en soulignant le manque de développement dans le passé et le mauvais état des infrastructures. Il a fait observer que le Bihar est traditionnellement un État d'émigration, car il n'offre pas assez de perspectives d'emploi. Comme d'autres interlocuteurs, M. Kumar a insisté sur l'importance d'améliorer le réseau autoroutier pour favoriser le développement.

M. Kumar considère que l'approvisionnement en eau n'est pas dans une situation critique et que l'eau de surface ne fait nullement l'objet d'une surutilisation, bien qu'il y ait eu quelques sécheresses. De nombreuses possibilités de développer l'énergie hydraulique existent également mais une coopération avec le Népal est nécessaire dans ce domaine.

M. Kumar reconnaît le potentiel que représente l'énergie solaire pour la production d'électricité, puisqu'à long terme, cette solution est plus économique. Cependant, il insiste sur la nécessité de développer la technologie nécessaire.

M. Kumar a mentionné l'autosuffisance alimentaire du Bihar mais il a déclaré que 60 % de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté. Selon ses statistiques, plus de 70 % de la population dépend de l'agriculture. Il est donc important de rendre le secteur agricole plus rentable et d'y introduire une technologie adéquate. Les membres de la délégation européenne ont invité leurs interlocuteurs à prendre exemple sur d'autres pays, comme la Turquie, pour le traitement des eaux usées. Le Premier ministre du Bihar a répondu que certains procédés qui connaissent un grand succès dans un pays ne signifient pas obligatoirement qu'il en sera de même dans un autre pays. Il a également annoncé que le modèle de développement chinois ne convient pas forcément, étant donné qu'en Inde, il faut discuter avant de prendre les mesures nécessaires.

À l'instar des autres intervenants, le Premier ministre du Bihar a souligné l'importance de l'éducation et a signalé que seulement 2,5 % des enfants en âge d'aller à l'école n'ont pas accès à l'éducation, contre 12,5 % en 2005. Il a insisté sur l'importance de porter l'attention sur le développement humain et sur les services de santé.

M. Kumar a fait état des bonnes relations qu'entretient le Bihar avec le Népal et des liens qui unissent ces populations en termes de culture, de langue et de famille. Cependant, il a précisé que toutes les relations politiques avec le Népal passent par Delhi.

Les revenus proviennent de ressources intérieures, de l'emprunt et de l'aide de l'administration centrale, à laquelle est versée la majorité des impôts perçus (70 %). Les 30 % restants sont distribués à l'État du Bihar.

**12 h 15**                    **Réunion avec M<sup>me</sup> Kiran Ghai Sinha, membre du Conseil législatif du Bihar et présidente de la commission de protection de l'enfance et d'émancipation de la femme**  
**Lieu:                    Vidhan Parishad (Conseil législatif)**

M<sup>me</sup> Sinha considère que par le passé, les représentants politiques ont négligé les questions de protection de l'enfance et d'émancipation de la femme. Cependant, de nombreuses améliorations ont été observées ces dernières années et elles ont été confirmées par les résultats du recensement de 2011.

Bien que le problème d'analphabétisme persiste, M<sup>me</sup> Sinha a mentionné les initiatives prises par le système éducatif et l'administration centrale en vue de lutter contre le décrochage scolaire des filles en particulier. L'administration encourage de poursuivre la tradition de planter dix arbres à la naissance d'une fille. Elle a l'intention de mettre définitivement un terme au travail des enfants et aux mariages précoces, considérés comme un "enfer social". La commission de protection de l'enfance travaille en collaboration avec des ONG et effectue des visites inopinées afin de suivre l'évolution de la situation.

Selon le recensement de 2011 au Bihar, le nombre de filles s'élève à 916 pour 1000 garçons, conséquence directe des diagnostics prénataux et des avortements sélectifs de filles. Il existe également un sérieux problème de trafic transfrontalier en raison de la pauvreté.

La commission de M<sup>me</sup> Sinha souhaite que les assemblées nationales instaurent un quota de 33 % de femmes parmi leurs membres. Le nombre de femmes actives augmente mais M<sup>me</sup> Sinha, qui ne souhaite pas "occulter le problème", reconnaît que le nombre de cas de harcèlement au travail subsiste. Ironie du sort, la culture indienne exige dans sa tradition le respect des femmes mais en réalité, celles-ci font face à un grand nombre de discriminations.

M<sup>me</sup> Sinha a répondu à une question concernant l'influence des castes sur la situation des femmes et elle a admis que ce système pourrait expliquer les mariages précoces et alimente la soumission des femmes. Cependant, elle a déclaré que ce n'était pas l'unique problème et que les militants de l'égalité hommes-femmes devraient sensibiliser la population, y compris les leaders religieux, à ce sujet et chasser les notions dénuées de fondement.

M. Watson a fait l'éloge de la richesse de l'histoire du Bihar et de ses traditions démocratiques. Il a déclaré qu'il y a un siècle, le travail des enfants était encore pratiqué dans l'Union européenne. Les députés européens ont également informé les députés indiens sur la situation des femmes dans l'Union, en soulignant que de grandes différences subsistent entre les États membres.

#### **14 heures          Visite au projet de reboisement dans le district de Vaisali**

La délégation a visité un projet de protection et de gestion forestière communautaire dans le village de Sheetal Bhakruhar, financé par le Rashtriya Sam Vikas Yojana (Development and Reform Facility) de la commission de planification et dirigé par le gouvernement du Bihar.

Ce projet pilote a pour objectif d'agrandir la couverture forestière en incitant les fermiers à planter des arbres sur leur terre. Actuellement, seulement 6 % de l'État est recouvert de forêts, l'objectif étant d'atteindre 15 %. Par ailleurs, 7,42 millions de pousses ont été plantées, dont six millions de peupliers. Le choix des espèces d'arbre est établi après consentement des fermiers qui reçoivent les dons.

Le projet facilite le captage de CO<sub>2</sub> et permet d'éliminer 9,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par hectare chaque année. Le projet a aussi pour objectif d'enrichir les terres. Jusqu'à présent, environ 575 agriculteurs se sont investis dans ce projet et il est prévu que des agriculteurs possédant plus de terres l'intègrent également. Après sept ans, les arbres seront abattus et vendus pour fabriquer du contreplaqué, ce qui deviendra une source de revenu pour les agriculteurs. Ceux que la délégation a rencontrés ont beaucoup d'espoir et sont fiers de parler du nombre d'arbres plantés jusqu'à présent. Les enfants du village ont aussi mentionné le côté esthétique des arbres dans le village et ses alentours.



**19 h 30**                    **Dîner avec des représentants de la société civile, organisé par M. Graham Watson**  
*Lieu :            Hôtel Maurya*  
*Durbar II Hall*

La délégation a assisté au dîner organisé par M. Watson avec la participation des représentants de la société civile de Bihar, dont ceux qui participent aux projets visités.

**Mardi 14 avril 2011 - Bombay**

La délégation s'est rendue à Bombay dans la matinée. La troisième partie de la visite était consacrée à la découverte de la capitale économique de l'Inde, où se trouvent la Banque centrale et la Bourse. Bombay est la ville la plus peuplée d'Inde et la cinquième plus grande ville au monde. Elle compte 18 millions d'habitants et attire des migrants de part et d'autre de l'Inde.

Bombay se trouve au Maharastra, second État le plus peuplé après l'Uttar Pradesh et troisième État le plus large en termes de superficie. Maharastra est la région la plus riche du pays.

**15 h 30**                    **Cérémonie pour les victimes des attentats de Bombay du 26 novembre 2008**  
*Lieu :            Mémorial à l'hôtel Taj Mahal*

La délégation du Parlement européen a organisé une cérémonie de commémoration pour les personnes ayant trouvé la mort lors des attentats terroristes du 26 novembre 2008. Ces attentats ont fait 173 morts. Les membres de la commission du commerce international au Parlement européen qui se trouvaient à l'hôtel au moment des attentats ainsi qu'un représentant du groupe socialiste présent en cette occasion, ont accompagné la délégation durant sa visite.

La cérémonie a été suivie d'une visite guidée de Bombay et d'une visite du musée de Gandhi.

**18 h 30**                    **Réunion avec le "Strategic Foresight Group",  
M. Sundeep Waslekar.**

*Lieu :            Mumbai Education Trust (MET)*  
*Complexe MET, en face de l'hôpital Lilavati*  
*Bandra Réclamation*  
*Bandra (Ouest) - Bombay 400 050*

Le "Strategic Foresight Group" a été fondé en 2002 dans le but de créer de nouvelles formes de capital intellectuel. Le groupe a rapidement accumulé des atouts politiques et intellectuels afin de mener à bien la contribution apportée par tous les continents dans l'intérêt des décideurs à travers le monde. 80 % des chercheurs sont des femmes.

La réunion s'est tenue sous la présidence de M. Sundeep Waslekar, président du "Strategic Foresight group". Elle a eu lieu dans les locaux du Mumbai Educational Trust (MET), qui compte 300 universitaires et 3 500 étudiants et qui cherche à offrir des débouchés d'apprentissage internationaux aux jeunes Indiens afin de les doter des outils nécessaires à la construction d'une nouvelle Inde prête à conquérir l'économie mondiale. Ont participé à la réunion le ministre de la santé publique du Maharashtra, M. Suresh Hirayenna Shetty, et bon nombre de représentants politiques et d'universitaires.

Les thèmes suivants ont été abordés pendant le débat.

L'Inde et les États-Unis ont réussi à construire de vraies relations stratégiques mais les relations entre l'Inde et l'Union européenne sont principalement économiques. En effet, les ambassadeurs de l'Inde en Europe sont bien souvent du ministère des finances.

Un "partenariat de connaissances" entre les deux parties serait plus efficace qu'un "partenariat stratégique". La gouvernance mondiale est très divisée; une structure est nécessaire en raison du nombre croissant des défis de même nature auxquels l'Inde, l'Union européenne et le reste du monde font face. La connaissance est la "forme suprême de la richesse" et elle a été développée par le passé dans des régions aussi différentes que la Chine, la Grèce, Rome, les pays arabes, l'Europe et les États-Unis. Il est maintenant essentiel que toutes les régions du monde travaillent ensemble et qu'elles forment entre elles un "partenariat commercial". "Un partenariat de connaissances dans le domaine de l'éducation formerait la génération future."

La coopération dans le domaine de l'innovation permettrait de réduire les coûts. Les points forts de l'Union européenne dans les domaines de la science et de la technologie sont bien connus. La liste des domaines de coopération actuelle ou potentielle est longue; elle comprend la santé, la recherche pharmaceutique, les équipements maritimes, l'éducation, l'agriculture, la biotechnologie, la lutte contre le changement climatique et le développement des énergies renouvelables.

Les intervenants indiens ont souligné la nécessité de faciliter l'accès de l'Inde et de l'Union européenne aux projets de recherche et aux informations y relatives. En Inde, les coûts liés à la recherche sont sensiblement inférieurs à ceux de l'Union européenne et des États-Unis. Par exemple, la recherche liée à la culture d'oignons et de choux-fleurs a coûté un dixième des dépenses de l'Union européenne.

En réponse aux questions des députés européens au sujet de la clause sur le développement durable dans l'accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne, les députés indiens ont répondu qu'un accord formel pourrait être assez facilement établi mais qu'il serait beaucoup plus difficile de prendre des dispositions pour le travail imposé aux enfants dans 630 000 villages en Inde.

Les représentants politiques tentent réellement de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> en Inde. Ils ont donné l'exemple de la construction du métro à Delhi. Cependant, il est très difficile de mener à bien ces projets dans de grandes et anciennes villes comme Bombay.

M. Watson s'est dit conscient que la relation entre l'Union européenne et l'Inde doit se développer au delà du domaine économique. Certains problèmes supranationaux comme le changement climatique, les flux migratoires, la criminalité organisée internationale ou la piraterie dans l'océan Indien, exigent une réaction supranationale. Actuellement, l'économie mondiale est bien présente mais les relations sociales sont inexistantes et l'Inde et l'Union européenne doivent s'y atteler.

Il a déclaré que l'Union européenne repose sur des valeurs, des droits et sur l'État de droit. Elle joue un rôle de plus en plus important dans le monde au travers de ses missions de maintien de la paix. Elle incarne l'interdépendance des nations et l'union des souverainetés pour le bien commun.

M. Watson a expliqué les liens existants dans les domaines de l'éducation et de la recherche entre l'Union européenne et l'Inde, comme le programme Erasmus Mundus, le programme Jean Monnet à l'université Jawaharlal Nehru de Delhi et le programme d'études établi entre l'Inde et l'Union européenne. Ces liens sont également présents à un niveau national, comme avec des fondations allemandes. Il a regretté que l'Inde n'ait pas encore établi un groupe interparlementaire pour les relations avec l'Union européenne.

Les membres de la délégation du Parlement européen ont affirmé que l'union politique européenne se développe beaucoup plus rapidement que prévu et ils ont déclaré que le temps n'était plus bien loin où le prochain président de l'Union européenne sera directement élu pour la première fois.

Les membres ont également mentionné l'importance de développer des partenariats entre les universités et les programmes d'échanges pour les étudiants et entre les centres de recherches communs. L'apprentissage doit être mutuel et il est important d'améliorer la coopération stratégique et technologique.

Le débat a été suivi d'un dîner informel.

#### **Vendredi 15 avril 2011 - Bombay**

**11 heures**                    **Réunion avec des cadres supérieurs du groupe Tata**  
**Lieu :**                    **Hôtel Taj Mahal**  
   **Golden Room**

La délégation a reçu un aperçu des nombreuses activités du groupe indien Tata. L'origine de cette entreprise remonte à la création d'une industrie de coton en 1868. Le groupe Tata est présent dans sept secteurs d'activités: les technologies de l'information et de la communication; l'ingénierie; les matériaux; les services; les produits de consommation d'énergie; les produits chimiques. Ce groupe est le plus grand empire d'Inde avec un revenu annuel d'environ 75 milliards de dollars et une capitalisation boursière de plus de 100 milliards de dollars. Il compte 400 000 salariés.

Jusqu'en 1995, Tata était en grande partie une entreprise indienne mais aujourd'hui, 60 % de ses activités se font à l'étranger. Néanmoins, sa croissance annuelle en Inde se maintient entre 7 et 9 %. Ces dernières années, le groupe s'est développé principalement

grâce aux acquisitions. En Europe, il compte entre 60 000 et 65 000 salariés. Au Royaume-Uni, il dispose de la main-d'œuvre la plus importante, estimée à 45 000 personnes et il possède les entreprises Jaguar, Land Rover et Tetley. Aux Pays-Bas, il emploie environ 10 000 salariés. Le groupe entre plus souvent en conflit avec les syndicats en Europe qu'en Inde (en 85 ans, Tata Steel n'a vécu aucune grève en Inde).

Tata Steel a introduit la journée de travail de huit heures en 1912 et a instauré les prestations de maternité dans les années 20. Le groupe a également son propre régime de retraite pour les salariés. Au Royaume-Uni, son régime de retraite s'élève à 13 milliards de livres sterling.

Tata Steel a diminué sa main-d'œuvre de 78 000 personnes en 1992 à 30 000 aujourd'hui. Cette baisse a été effectuée au travers de départs volontaires dans des conditions généreuses; par exemple, un(e) salarié(e) de 45 ans continue de recevoir son salaire pendant les 15 années suivant son départ. Des formations, comme le programme d'entrepreneuriat, sont aussi mis à la disposition des anciens salariés.

La Chine et certaines régions d'Afrique sont aussi des régions où le groupe Tata est très actif. L'accès au marché chinois est difficile en raison des restrictions d'importations. Les importations vers l'Inde en provenance de la Chine sont trois fois plus importantes que les exportations de l'Inde vers la Chine. Les entreprises indiennes doivent généralement se développer davantage pour bénéficier des économies d'échelle dont jouissent les entreprises chinoises.

Le groupe Tata met fortement l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises et sur l'amélioration de la qualité de vie de ses ouvriers et de la communauté. Il dépense 250 millions de dollars par an pour la sécurité sociale. Par ailleurs, le groupe met en avant sa politique d'égalité des chances et prend beaucoup d'initiatives pour encourager l'emploi des dalits et pour stimuler la croissance globale.

Les intervenants du groupe Tata ont demandé si l'État providence au sein de l'Union européenne était efficace et si ce système fonctionnerait en Inde. Ils ont reconnu la présence de tensions sociales dans certaines régions comme le Bengale-occidental et l'Orissa, et ont souligné que le gouvernement doit éliminer les causes profondes du malaise social et lutter contre la corruption.

Le gouvernement indien doit également prendre des dispositions pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée disponible dans un pays qui compte 1,2 milliard d'habitants. Alors que l'Inde possède certaines des meilleures universités du monde, l'éducation est inadéquate aux échelons inférieurs. Dans ce domaine, l'Union européenne pourrait aider l'Inde en partageant son expérience en formation professionnelle et en qualification des salariés. Il existe déjà une coopération avec l'Allemagne et l'Inde porte un grand intérêt pour le système allemand de formation par alternance.

Certains intervenants ont affirmé que "l'Europe a eu son heure de gloire et elle est maintenant un peu fatiguée". Elle semblerait avoir perdu sa passion pour le travail et sa propriété repose aujourd'hui sur le confort. Une mise en garde a été adressée à la délégation du Parlement européen concernant la position de l'Union européenne sur le changement climatique et sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, qui la rendra moins

concurrentielle et marquera la disparition de son secteur industriel. Les intervenants du groupe Tata estiment que l'Inde s'est mise sur la bonne voie puisque la croissance sera garantie tout en gardant le contrôle des émissions par habitant.

La réunion s'est terminée par une discussion sur le résultat probable de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde. Les droits de douane de l'Union européenne sont actuellement inférieurs à leurs équivalents indiens. L'industrie automobile est particulièrement préoccupée par l'afflux important de petites voitures moins coûteuses provenant de l'Europe et du fait qu'elle ne pourrait pas entrer en concurrence sur le marché des voitures de luxe. Les règlements à respecter sur les droits de propriété intellectuelle font également l'objet de nombreuses préoccupations, en particulier les droits sur les produits pharmaceutiques. D'après le groupe, l'Inde respecte déjà tous ses engagements concernant les droits de propriété intellectuelle. Le système de visa européen reste encore problématique et les interlocuteurs ont demandé que des dispositions soient prises en vue d'autoriser le visa Schengen pour les ressortissants indiens.

**14 heures**            **Visite de la Bourse de Bombay, réunion avec M. Madhu Kannan, directeur général et chef de la direction**

**Lieu :**            **Corporate Communications**  
**Bombay Stock Exchange Limited**  
**P J Towers, Dalal Street**  
**Bombay 400 001**

M. Kannan a informé la délégation que la croissance en Inde a été inéquitable ces dernières années; cependant elle est aujourd'hui plus globale et touche aussi les zones rurales. 15 millions de personnes entrent dans la vie active chaque année, ce qui constitue un avantage primordial pour l'Inde. Plus les indiens s'enrichissent, plus ils consomment, et plus l'économie sera stimulée.

L'Inde construit une infrastructure financière afin de compléter son infrastructure physique. Il est important de créer un contexte économique qui permette aux petits entrepreneurs de se développer et d'exploiter leurs capacités. La Bourse a pour but d'"éliminer les petits joueurs et de laisser les investisseurs prendre leurs places". La majorité des nouveaux emplois serait générée par des petites et moyennes entreprises (PME) et d'importants bénéfices sont possibles si les PME sont cotées en Bourse.

M. Kannan a donné ensuite un aperçu détaillé du fonctionnement de la Bourse. La Bourse de Bombay est la plus ancienne d'Asie: ses origines remontent aux années 1850. Elle compte le plus grand nombre d'entreprises cotées dans le monde (4 090 entreprises en août 2010). Elle est actuellement la 4<sup>e</sup> plus grande Bourse de l'Asie et la 11<sup>e</sup> du monde. Le taux de base est de 12,5 % pour les acquéreurs et les vendeurs. Le gouvernement fédéral a introduit un droit de timbre et l'administration centrale a mis en place une taxe sur les transactions financières (Securities Transaction Tax), qui rapporte 2 milliards de dollars. Il est important de ne pas trop augmenter cette taxe en raison du risque de déplacer le marché à Singapour. La délégation du Parlement européen l'a comparée à la taxe Tobin sur les transactions monétaires.

La corruption est le prix à payer dans le monde des affaires et est considérée comme une "taxe professionnelle". Cependant, l'émergence des nouvelles technologies permet de

révéler plus facilement au grand jour les affaires de corruption et elle incite les citoyens à faire valoir leur droit de vote lors des élections.

### **15 h 30 Réunion avec le Premier ministre, S.E. M. Prithviraj Chavan**

M. Chavan a dressé le portrait de l'État du Maharashtra qui, avec ses 112 millions d'habitants, est le second plus grand État de l'Inde. Il est aussi l'État le plus industrialisé et détient le second taux de revenu par habitant le plus élevé. C'est la capitale financière de l'Inde et il occupe un fuseau horaire privilégié pour les transactions monétaires internationales. Le Maharashtra est particulièrement connu pour son industrie automobile et son industrie des technologies de l'information et de la communication. Néanmoins, son Premier ministre, reconnaît que l'État a toujours des difficultés face aux bidonvilles et aux prix élevés des logements pour les plus démunis. 57 % de la population dépend encore de l'agriculture pour vivre, mais la part de terrains par habitant est estimée à seulement 10 % de celle des États-Unis.

M. Chavan a fait part de sa conviction que les attentats terroristes en novembre 2008 avaient été planifiés méticuleusement. Depuis cet événement, le système de sécurité a été renforcé à la fois à l'intérieur des terres et sur les 720 kilomètres du littoral. Il a souligné que le gouvernement veut que Bombay reste une ville cosmopolite et multiculturelle. Le seul survivant du groupe terroriste à l'origine des attentats sera poursuivi en justice conformément aux normes légales; ce ne sera pas une "parodie de justice".

M. Chavan a souligné le rôle croissant du secteur privé dans le développement de l'économie indienne depuis le début des années 90. Le taux de croissance s'est élevé à 8 % durant les six dernières années. L'augmentation de l'impôt sur le revenu permet d'investir dans le domaine de la santé et de l'éducation et permet une croissance globale. De nombreux projets ont été lancés, y compris le droit de travailler pendant 100 jours et le droit d'être nourri. Parmi les objectifs du gouvernement, M. Chavan a mentionné l'alphabétisme de la population entière et l'accès à un logement abordable. La croissance sera basée sur l'innovation, la connaissance et les compétences.

En réponse à une question de la délégation, M. Chavan a répondu que Bombay est "la porte de l'ouest" pour l'Inde et que des secteurs comme le tourisme de croisière offrent une perspective de développement. Il a aussi ajouté le besoin de rénover les ports de l'État.

M. Chavan a conclu en soulignant que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde devra apporter un résultat "gagnant-gagnant" pour les deux parties. Il a parlé de l'importance des investissements provenant de l'Union européenne et a réitéré de nombreux thèmes abordés précédemment, soulignant le rapport qualité/prix de la main-d'œuvre indienne et les bénéfices de la coopération dans les domaines de la science et de la technologie. Il a hâte que l'Union européenne ouvre son premier bureau à Bombay et a terminé par une exhortation à travailler ensemble.

Annexe : programme + list des participants



EUROPEAN PARLIAMENT



2009 - 2014

*Delegation for relations with India*

**VISIT OF THE DELEGATION  
FOR RELATIONS WITH INDIA TO  
DELHI - PATNA - MUMBAI  
11-15 APRIL 2011**

**FINAL PROGRAMME**

**Saturday 9 April and  
Sunday 10 April 2011**

INDIVIDUAL ARRIVALS OF MEMBERS AND STAFF.

*Taj Mahal Hotel  
1 Mansingh Road  
110001 New Delhi  
tel. +91 11 230 261 62*

**Sunday 10 April 2011 - Delhi**

11.00 Meeting with hotel staff (secretariat only)  
18.30 Informal meeting in hotel bar

**Monday 11 April 2011 - Delhi**

08.00 Breakfast briefing with EU Delegation  
*Venue : Diman I Khas Hall  
Taj Mahal Hotel*

PE465.341

24/30

PV\869045FR.doc

**FR**



- 09.00 Meeting with trade union representatives  
*Venue : Longchamp Hall (rooftop)  
Taj Mahal Hotel*
- 10.15 TRANSFER TO 11 ASHOKA ROAD
- 10.30 Meeting with **Mr Prakash Javadekar**, Spokesperson, BJP (Bharatiya Janata Party)  
*Venue : BJP HQ Office  
11 Ashoka Road*
- 11.15 TRANSFER TO THE EU DELEGATION (Mr Watson - for press point)  
  
TRANSFER TO THE HOTEL (rest of delegation)
- 11.30-12.30 Meeting with **Mr Neil Grouch**, Group Public Policy Director, Emerging Markets, Vodafone India  
*Venue : Longchamp Hall (rooftop)  
Taj Mahal Hotel*
- 12.40 TRANSFER TO THE OBSERVER RESEARCH FOUNDATION
- 13.00 Lunch hosted by the **Observer Research Foundation**  
  
Subject: India's internal political situation and foreign policies  
  
Invited guests include MPs and representatives of think tanks  
  
*Venue: 20, Rouse Avenue Institutional Area  
(Behind Anuvrat Bhawan)  
Urdu Ghar Road - Deen Dayal  
Upadhyaya Marg  
New Delhi 110 002*
- 14.45 TRANSFER TO PARLIAMENT HOUSE
- 15.15-16.00 Meeting with the Standing Committee on Commerce  
**Shri Shanta Kumar BJP**, Chairman  
*Venue : Committee Room no. 63, first floor  
Parliament House*
- 16.00 TRANSFER TO ELECTRONICS NIKETAN
- 16.15-17.00 Meeting with **Mr Sachin Pilot**, Minister of State for Communications and Information Technology  
*Venue : Electronics Niketan, first floor  
6 CGO Complex  
Lodhi Road*

17.00 RETURN TO THE HOTEL

18.00 Meeting with the NGO Lawyers' Collective on the EU-India FTA  
*Venue : Longchamp Hall (rooftop)  
Taj Mahal Hotel*

19.30 TRANSFER TO

20.00 Dinner hosted by the EU Delegation  
*Venue : EU Residence  
A-25 West End  
New Delhi*

23.30 RETURN TO THE HOTEL

**Tuesday 12 April 2011 - Patna**

05.00 TRANSFER TO THE AIRPORT

06.45 Travel to Patna on flight AI 409 - Arrival in Patna 08.05

TRANSFER TO

*Maurya Hotel  
South Gandhi Maidan  
Patna 800 001  
Tel. +91 612 220 30 40  
Fax +91 612 220 30 30*

10.00 DEPARTURE FROM THE HOTEL FOR A FIELD VISIT

- Visit to EU funded project on female empowerment in the Vaishali district, around 90 minutes drive from Patna
- **Visit the villages**, interact with young people/parents/elected representatives/religious leaders/frontline health officials and finish morning programme with a meeting with the Block officials
- Lunch organised by the project in the Public Works Department, Inspection Bunglow in Lalganj
- Visit of Ashoka Pillar (Cultural heritage site)

17.30 RETURN TO PATNA

Evening free

**Wednesday 13 April 2011 - Patna**

- 09.30 Meeting with **Dr Sanjay Jaiswal**, MP (Lok Sabha), BJP from Paschim Champaran constituency (Bihar)  
*Venue : Maurya Hotel  
Durbar II Hall*
- 10.30 TRANSFER TO SAMVAD BHAVAN FOR
- 11.00 Meeting with **H.E. Mr Nitish Kumar**, Chief Minister, Bihar  
*Venue : Samvad Bhavan*
- 12.15 Meeting with **Ms Kiran Ghai Sinha**, Member of the Bihar Legislative Council and Chairperson of the Child Protection and Female Empowerment Committee  
*Venue : Vidhan Parishad (Legislative Council)  
Room 7, 1st floor*
- 13.30 RETURN TO HOTEL
- 14.00 TRANSFER TO FORESTRY PROJECT
- Visit a community-based integrated forest management and protection scheme funded under the Rashtriya Sam Vikas Yojana (Development and reform facility) of the Planning Commission, run by the Government of Bihar.
- Visit of two forest plantation sites and interaction with farmers in Hajipur
- 18.00 RETURN TO HOTEL
- 19.30 Dinner with representatives of civil society, hosted by **Mr Graham Watson**  
*Venue : Hotel Maurya  
Durbar II Hall*

**Thursday 14 April 2011 - Mumbai**

- 08.00 TRANSFER TO THE AIRPORT
- 10.10 DEPARTURE FOR MUMBAI ON FLIGHT JET LITE S2-721

- 12.30 Arrival in Mumbai and transfer to
- The Taj Mahal Palace  
Apollo Bunder  
Mumbai 400 001  
Tel. : +91 22 6665 3366  
Fax : +91 22 6665 0323*
- 14.30 Arrival at hotel
- 14.45 Lunch hosted by **Mr Graham Watson**  
*Venue : Shamiana Restaurant  
Taj Mahal Hotel*
- 15.30-15.45 Ceremony for the victims of 26/11 Mumbai attacks  
[signing of VIP book - lighting a candle - laying a wreath]  
*Venue : Memorial at Taj Mahal Hotel*
- 16.00-17.00 Guided visit of Mumbai
- 17.00 TRANSFER TO BANDRA (WEST)
- 18.30 Meeting with the Strategic Foresight Group, **Mr Sundeep Waslekar**,  
followed by informal dinner.  
**Theme of the programme:** *"Knowledge Partnership between EU and India"*
- Venue : Mumbai Education Trust  
MET Complex, Opposite Lilavati Hospital  
Bandra Reclamation  
Bandra (West) - Mumbai 400 050*
- 22.30 TRANSFER TO HOTEL

**Friday 15 April 2011 - Mumbai**

- 09.00 Delegation meeting
- 11.00 Meeting with Senior Executives of Tata Group
- Mr B. Muthuraman, Vice Chairman, Tata Steel Ltd.
  - Tata Motors
  - Tata Consultancy Services
  - Tata Global Beverages
  - Tata Chemicals
- followed by lunch

Venue : *Taj Mahal Hotel  
Golden Room*

- 13.45 TRANSFER TO STOCK EXCHANGE  
14.00 Visit to Bombay Stock Exchange, meeting with **Mr Madhu Kannan**,  
MD & CEO  
Venue : *Corporate Communications  
Bombay Stock Exchange Limited  
P J Towers, Dalal Street  
Mumbai 400 001*
- 15.30 Meeting with the Chief Minister, **H.E: Mr Prithviraj Chavan**
- 16.15 RETURN TO HOTEL
- Evening INDIVIDUAL DEPARTURES OF MEMBERS AND STAFF

\*\*\*\*\*



EUROPEAN PARLIAMENT



2009 - 2014

---

*Delegation for relations with India*

**VISIT OF THE  
DELEGATION FOR RELATIONS WITH INDIA TO  
DELHI - PATNA - MUMBAI  
11-15 APRIL 2011**

**LIST OF PARTICIPANTS**

**MEMBERS**

Mr Graham WATSON, Chair	ALDE	United Kingdom
Mr Charalampos ANGOURAKIS, 1st Vice-Chair	GUE/NGL	Greece
Mr Harlem DESIR	S&D	France
Mr Bill NEWTON DUNN	ALDE	United Kingdom
Ms Franziska KELLER (until 13 April)	VERTS/ALE	Germany

Ms Anna ROSBACH

ECR

Denmark

**SECRETARIAT**

Mr Tim BODEN, Head of Secretariat

Ms Emma MOLLET, Administrative Assistant

**POLITICAL GROUPS**

Ms Arielle ROUBY, S&D

Ms Urša PONDELEK, ALDE

Mr Jannes DE JONG, ECR